

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Washington, L. H. Micheli,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 10

Washington, 24 août 1935

[...]¹

6) Les adversaires du Président Roosevelt, se basant sur les décisions de la Cour Suprême, ont cru trouver un bon argument, un mot d'ordre frappant le bon sens des masses américaines, en accusant Mr Roosevelt de ne pas respecter la Constitution. Or la Constitution est ici sacrée, sauf pour quelques éléments intellectuels avancés. Chaque enfant américain apprend à la respecter à l'école et à la considérer comme une œuvre durable, établie par les Pères de la Patrie, qui a fait ses preuves jusqu'à ce jour. La Constitution, c'est la sauvegarde contre la dictature de droite et de gauche, aussi même des électeurs à tendances libérales et progressives ont-ils été impressionnés par l'idée que le Président s'était fait déléguer des pouvoirs qui ne lui appartenaient pas en vertu de la charte fondamentale du pays. En tout cas, le gros de la crise passé, d'aucuns trouvent que Mr Roosevelt devrait arrêter là ses expériences, restituer ses pouvoirs extraordinaires, restaurer la normalité. Il va de soi que cet argument peut porter surtout en cas d'une reprise des affaires et d'un regain de prospérité, qui provoque une lassitude du contrôle exagéré de l'Etat et d'une surabondante législation et réglementation compliquant l'existence et empêchant le jeu des forces naturelles, paralysant le «struggle for money and life»², la spéculation et les ambitions qu'aime l'Américain. Si la misère ou la crise redevaient *[sic]* augmenter, les masses américaines se soucieraient moins du respect d'un vénérable document, établi il y a 150 ans, et d'une vénérable Cour Suprême, dont, sauf erreur, 6 membres sur 9 ont 70 ans et plus.

1. *Après l'échec démocrate dans l'Etat de Rhode Island, la campagne électorale pour les élections de 1936 est ouverte. Face aux nombreux prétendants républicains, Roosevelt demeure malgré tout l'homme des Démocrates dans la course à la Maison-Blanche. Cinq griefs adressés au Président, par ses adversaires de tous bords, pour sa politique économique, financière et sociale.*

2. *La lutte pour l'argent et la vie.*

Or il faut dire ceci: En 1933, le pays trembla sur ses bases et tout le monde fut reconnaissant à Mr Roosevelt d'avoir su rétablir la confiance, assainir la situation des établissements financiers, sauver de la faillite de nombreuses entreprises et de la saisie bien des fermiers hypothéqués, aider les propriétaires d'immeubles et assister l'agriculture par la hausse des prix, éliminer certains abus dans l'industrie et les méthodes bancaires, parer à divers maux sociaux. Mais il y a eu depuis lors une certaine reprise qui, d'un côté, peut favoriser les tendances individualistes naturelles du peuple américain et en ramener une partie au parti républicain.

Quelles que soient les causes, la solidité et la durée probable de cette reprise, elle se signale par un accroissement des revenus nationaux de 5 milliards de dollars en 1934, par rapport à 1933, par une amélioration des conditions des agriculteurs, par une augmentation des ventes dans diverses branches du commerce, par une expansion industrielle marquée par le programme de développement, annoncé, entre autres, par la General Motors (50 millions de dollars), la Bethlehem Steel Corporation, l'Aluminium Cooking Utensils Co., l'International Harvester Co., la Shell Petroleum Co., la North American Aviation Co., la Chrysler Corporation, etc. Cette amélioration se traduit aussi par une hausse des cours de bourse et bien des Américains ont une forte tendance, à tort sans doute, à avoir les yeux rivés sur la cote du Stock Exchange.

Il faut noter, pour terminer, que l'opposition au Président Roosevelt se manifeste bien davantage dans l'Est, c'est-à-dire dans la Nouvelle Angleterre, à Boston, à New York, à Philadelphie, dans la Virginie, le Maryland, régions qui, sauf quelques éléments newyorkais, ont des tendances conservatrices capitalistes ou traditionnalistes, et où l'on trouve les principaux représentants de la grande industrie, de la haute finance et des «Tories», que dans le Sud, le Middle-West et l'Ouest, qui, il faut le dire, ont mieux bénéficié de la sollicitude présidentielle que les régions de l'Atlantique. Malgré quelques concessions et coups de barre occasionnels, l'Américain conservateur craint que son ondoyant Président ne soit toujours davantage entraîné vers la gauche. Il doit cependant reconnaître que Mr Roosevelt a fait certaines réformes, développé la marine, qu'il a eu le courage de s'opposer au bonus³, qu'il a aidé l'agriculture et rétabli, avec la confiance, la situation bancaire. Mais c'est insuffisant en face de tout ce qu'on lui reproche et redoute de son régime. Les businessmen en général trouvent qu'après avoir redonné confiance au pays, Mr Roosevelt l'ébranle à nouveau par toutes ses mesures, les idées de son entourage, l'incertitude qui règne sur ses plans d'avenir. Ils réclament avant tout une stabilité que le régime actuel a peu de chances de leur donner.

3. *Indemnité promise aux anciens combattants.*